

4 Économie

Gestion durable des ressources naturelles/Forêt-bois

Les contrôles ont repris

Innocent M'BADOUA

Libreville / Gabon

LES opérations de contrôle du secteur forêt-bois ont repris, depuis une semaine, dans les provinces de la Ngounié, du Moyen-Ogooué et de l'Estuaire. Pour l'administration des Forêts, il est question de participer et d'assainir le secteur : « La lutte contre l'exploitation forestière dans le nouveau Plan de contrôle des activités forestières 2017-2018 vise une meilleure lisibilité sur les entreprises dont l'exploitation est légale, et les autres qui se mettent en marge de la loi », a expliqué le directeur général des Forêts, Simplicie Ntème. Les contrôles ainsi déclenchés s'inscrivent dans le cadre du Plan de contrôle des activités forestières 2017-2018. Lors de ces opérations, il s'agit de vérifier plusieurs aspects. Notamment, le respect ou non des normes de classification des produits forestiers (exploitation dans les limites



Photo : Jean Madouma

Les concessions forestières à dominance okoumé font aussi l'objet de contrôle.

des concessions), présentation des documents techniques (plan de gestion, plan d'aménagement, cahier de clauses contractuelles, etc.) Autres éléments contrôlés : la non-exploitation des essences interdites, authentification du marteau forestier, respect du quota de production, abattage selon les diamètres requis, présentation des carnets d'inventaire. Pour M. Ntème, ces contrôles se font selon les nouvelles exigences de la loi, pour éviter tout dérapage. «

Le nouveau Plan de contrôle s'inscrit dans le sens de la réappropriation des missions prévues par le décret 291, qui prévoit que la DGF (direction générale des Forêts, ndlr) met en œuvre les politiques forestières et en assure le contrôle. Ce qui change par rapport aux activités de contrôle précédemment engagées. C'est l'absolue nécessité de la présence de la DGF, quelle que soit la nature du contrôle », a-t-il dit. A noter que ces opérations de contrôle ont été précédées d'une période de sensi-



Photo : Jean Madouma

Le contrôle des essences exploitées : une priorité.

bilisation, pour éviter les récriminations faites, à tort ou à raison, par l'opinion lors de l'interpellation de certains opérateurs économiques chinois dans la province de l'Ogooué-Ivindo. « Nous préférons réguler plutôt que réprimer. Pour ce faire, nous avons organisé dans le sens de la sensibilisation des opérateurs au respect des prescriptions légales, des ateliers, notamment à l'attention des opérateurs à capitaux asiatiques, avec l'appui du WWF et l'ad-

ministration forestière de Chine, pour qu'ils s'approprient la vision du Gabon de la gestion durable de ses forêts. Mieux, le Code forestier traduit en mandarin est disponible. » Cette campagne de sensibilisation visait à « faire comprendre de la façon la plus pédagogique possible que le nouveau Plan de contrôle prévoit une application stricte des mesures répressives, qui iront jusqu'au retrait du permis d'exploitation dans les cas de récidive », a conclu M. Ntème.

Biodiversité marine et côtière

Pressions exercées sur la biodiversité

JM

Libreville / Gabon

LES océans occupent 70% de notre planète et constituent plus de 96% de la biosphère. Les habitats marins et côtiers incluent les récifs coralliens, les forêts de palétuviers, les herbiers marins, les estuaires, les événements hydrothermaux, les monts sous-marins et les sédiments qui meublent les fonds océaniques. Une grande pression est exercée sur la biodiversité de ces milieux, explique le point focal de la biodiversité du Gabon, Emmanuel Bayagni. Plus qu'une source précieuse de nourriture, selon les données du secrétariat de la Convention sur la biodiversité, « l'océan est l'un des plus grands réservoirs naturels de carbone. Il stocke environ 15 fois plus de carbone que la biosphère terrestre, les sols, et joue un rôle significatif dans la modération du climat.



Photo : Jean Madouma

Certains bateaux déversent les produits chimiques en mer et les océans sont pollués.

Les habitats de haute mer abritent entre 500 mille et 10 millions d'espèces. La vie en haute mer est essentielle à la vie sur terre, en raison de leur rôle crucial dans les cycles bio-géochimiques mondiaux, y compris la régénération des éléments nutritifs et l'oxygène. Cette extraordinaire richesse de la biodiversité et des services écosystémiques n'est pas infinie. Aujourd'hui, les

activités humaines menacent considérablement les mers et le littoral, à cause de la surpêche, des pratiques de pêche destructrices, de la pollution et de l'élimination des déchets. Pis, ces menaces proviennent aussi du ruissellement agricole, des espèces exotiques envahissantes et de la destruction des habitats. Le changement climatique observé à l'échelle mondiale



Photo : Jean Madouma

Dans certains milieux aquatiques, il est difficile d'observer ces espèces.

aggrave encore la situation. Le niveau des mers va augmenter, la température de l'eau s'élever, les océans vont s'acidifier et on observera davantage de tempêtes et des catastrophes naturelles, a-t-il renchéri. Les océans sont gravement sous-protégés. Seulement 0,8% des océans et 6% des mers territoriales se situent dans des zones protégées. Les pays ayant adopté la

Convention sur la diversité biologique s'attaquent à différents défis liés à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique marine et côtière. Grâce à l'approche par écosystème, ils se concentrent sur une gestion saine de la biodiversité des mers et du littoral, des récifs de corail et de la haute mer, sur les aires protégées et sur les espèces exotiques envahissantes.

Brèves

La Guinée-Equatoriale accuse Total de fraude

A Malabo, le ministre des Finances, Miguel Engonga Obiang, a introduit un recours en justice contre le groupe pétrolier français Total qu'il accuse de ventes frauduleuses de carburant réalisées entre 2010 et 2012, rapporte l'AFP. Le gouvernement réclame donc des dommages-intérêts de 73 millions d'euros. « Après une enquête, nous avons découvert une opération suspecte et frauduleuse de la part de Total », a déclaré le ministre des Finances. Cependant, aucun détail n'a été fourni sur les opérations incriminées, mais Malabo exige le paiement immédiat de cette somme. De son côté, Total n'a pas encore réagi. L'entreprise française est le principal distributeur de produits pétroliers du pays.

Région MENA : Chaque année, la pénurie d'eau coûte environ 21 milliards de dollars

Chaque année, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) perd environ 21 milliards de dollars, dû au manque d'accès à l'approvisionnement en eau, a révélé, hier, un rapport de la Banque mondiale. Selon le rapport, la mauvaise gestion des ressources en eau combinée à l'assainissement coûte à la région la plus aride au monde environ 1% de son produit intérieur brut annuel. Pire, les nations touchées par des conflits perdent jusqu'à 2 à 4%, chaque année. Aussi, enregistrent-ils un taux de mortalité supérieur à la moyenne mondiale, dû en grande partie à la pénurie d'eau.

Nigeria : Dévaluation du Naira, un risque pour la dette extérieure

Selon le cabinet d'audit PricewaterhouseCoopers (PwC), une dévaluation du naira représente un risque majeur pour la viabilité de la dette extérieure du pays. Dans son dernier rapport sur le Nigeria, PwC, l'un des quatre grands cabinets de conseils au monde, a déclaré que le nouveau plan de refinancement du gouvernement fédéral devrait avoir un impact assez modeste sur la soutenabilité de la dette extérieure du géant africain.

Rassemblées par F.A.

CHANGEMENTS

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 29/08/2017

Union Gabonaise de Banque

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

FIXING				VENTE BILLETS (sans frais)	
DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,1925	1USD =	550,069	1 USD	569,321
CAD	1,4866	1CAD =	441,246	1 CAD	464,784
JPY	130,3400	1JPY =	5,033	100 JPY	523,336
GBP	0,9233	1GBP =	710,464	1 GBP	742,078
CHF	1,1389	1CHF =	575,957	100 CHF	60 353,63
ZAR	15,5562	1ZAR =	42,167	100 ZAR	4 384,85
MAD	11,1911	1MAD =	58,614	1 MAD	60,95
CNY	7,8979	1CNY =	83,055	1CNY	85,55
KES	123,1700	1KES =	5,326	1KES	5,49

INDICES BOURSISERS

	en date du	
CAC 40	29/08/2017	5 099,23
DOW JONES	29/08/2017	21 795,63

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
29 Août 2017: **52,42**